

## **Moins d'un dixième des personnes aux prises avec un problème de surconsommation reçoivent des services de réadaptation adaptés**

*Pierre-André Bernier, président*

*Lisa Massicotte, directrice générale*

*Fédération québécoise des centres de réadaptation pour personnes alcooliques et autres toxicomanes*

Une campagne électorale devrait être un moment privilégié pour débattre des grands enjeux de société. De tous les problèmes sociaux qui affectent la société québécoise, il en est un sur lequel tous les partis politiques tardent à prendre des engagements sérieux et durables, celui des problèmes associés à la surconsommation d'alcool, de drogues ou de jeu. Pourtant, le problème posé par la toxicomanie ou le jeu pathologique nous concerne tous. Ses conséquences sont graves pour les personnes qu'elle affecte, pour leurs proches, mais également pour l'ensemble de la société québécoise. Au sein de nos familles, dans nos écoles, dans nos milieux de travail, dans la rue, des services adaptés doivent être offerts dans une perspective de prévention, de réduction des méfaits et de réadaptation. Or, au Québec, seulement 8 % des personnes aux prises avec un problème de dépendance reçoivent des services de réadaptation adaptés à leur situation.

Fait reconnu, la consommation de psychotropes au sein de la population québécoise est importante et croissante. En 2003, 63,7 % de la population québécoise consommait de l'alcool de manière régulière, et 2 % développait un problème de dépendance. Le Québec aurait par ailleurs un des taux de consommation de drogues illicites les plus élevés au Canada, après la Colombie-Britannique. Le Québec figure aussi au premier rang des provinces canadiennes pour les taux de consommation d'alcool chez les moins de 18 ans. Dans 60 % des cas de négligence chez les jeunes enfants rapportés par les directions de protection de la jeunesse du Québec, les parents présentaient des problèmes de toxicomanie. Les élèves du secondaire deviennent des consommateurs réguliers d'alcool à un âge moyen de 13,4 ans. La conduite sous l'influence de l'alcool ou des drogues est encore associée aujourd'hui à environ 30 % des décès et 18 % des blessures graves dus à un accident automobile. Y a-t-il là de quoi se réjouir?

Au Québec, comme ailleurs au Canada, on sous-estime les conséquences des problèmes associés aux dépendances. Sur le plan strictement économique, l'abus d'alcool et de drogues avait coûté en 2002 près de 23 milliards de dollars aux Canadiens. Une facture qui, à l'échelle du Québec, est évaluée à près de 4 milliards de dollars, soit 2 fois plus qu'en 1992. De toute évidence, la non-reconnaissance des problèmes associés aux dépendances se traduit par des coûts considérables en soins de santé et en hospitalisation, en services judiciaires et correctionnels, en perte de productivité et de cohésion sociale.

Au cours d'une année, 40 000 personnes, toutes clientèles, toutes problématiques et tous âges confondus, ont recours aux services spécialisés de réadaptation développés au Québec pour venir en aide aux personnes aux prises avec un problème de surconsommation d'alcool, de drogues et de jeu. Si l'on compare ce résultat aux taux de prévalence des problèmes de surconsommation au sein de la population québécoise, cela équivaut à un taux de pénétration de 8 % seulement. Ainsi, moins d'un dixième des personnes présentant un problème de dépendance reçoivent des services de réadaptation adaptés à leur situation. C'est trop peu.

Dans la présente campagne électorale, nous souhaitons vivement entendre nos politiciens s'engager haut et fort à réduire les méfaits associés à la surconsommation d'alcool, de drogues et de jeu. Ce problème nous concerne tous, et ses conséquences sont trop considérables pour être occultées. Cet engagement doit être fondé sur la conviction qu'au Québec nous pouvons faire plus et mieux pour *prévenir, réduire et traiter* les méfaits individuels et collectifs découlant des problématiques liées à la toxicomanie.